

Ensemble, tous ensemble

Après le mépris, le dénigrement, notre employeur défie la fonction publique !

Alors que nous demandions par écrit au Conseil d'Etat une rencontre urgente pour qu'il réponde à nos demandes et que l'Assemblée du Personnel puisse prendre position en toute connaissance de cause, notre employeur décide qu'il nous répondra lors d'une séance ordinaire le 28 janvier, soit après l'Assemblée du Personnel du 26 et à la veille de la journée de grève du 29.

C'est dans la presse que nous apprenons qu'il maintient SCORE et que les excédents du budget 2014, qui seront dévoilés le 31 mars, iront au service de la dette. Le Conseil d'Etat confirme ainsi l'ordre des priorités qu'il entend donner à ses engagements. De plus, surfant sur la vague de l'actualité, décrochage du franc de l'euro et dette publique, il dramatise la situation et nous met au défi : « *Dans ce contexte, je doute qu'une position de la fonction publique consistant à camper sur ses positions puisse être comprise* » affirme notre grand argentier.

Rien ne saura entamer notre détermination du 16 décembre !

Visiblement le Conseil d'Etat privilégie le rapport de force à la paix sociale, il ouvre des négociations que lorsqu'il est acculé : une grève des transports, une grève des notes...

Nous allons amplifier notre mobilisation pour le contraindre à négocier.

PARTICIPONS MASSIVEMENT

Jeudi 29 janvier 2015 : Journée de Grève

Matin Actions sectorielles.

14h30 Assemblée du personnel au Palladium, 3bis rue du Stand

16h30 1^{ère} Manifestation : Après l'Assemblée du personnel
Rassemblement au Gazomètre, direction Place de Neuve

17h00 2^{ème} Manifestation : Rassemblement Place de Neuve
Parcours : Corraterie, Rues Basses, Saint-Pierre/Treille

Notre parcours s'achèvera sur la Place Saint-Pierre pour rappeler au Conseil d'Etat les premières lignes de son discours d'investiture du 10 décembre 2013 :

« Il y a 200 ans, Genève a choisi la Suisse. Choisir la Suisse, c'est défendre l'idée que l'Etat est au service du citoyen et non le contraire. Choisir la Suisse, c'est prendre le temps de négocier avant de décider et respecter, pour un gouvernement élu, les engagements pris par celui qui l'a précédé. Choisir la Suisse, c'est avoir le respect des minorités, rechercher le consensus et gouverner dans la collégialité. Ces vertus, notre gouvernement entend les pratiquer. »

N'est-il pas enfin temps de tenir vos engagements !

Nous demandons au Conseil d'Etat :

- qu'aucun licenciement ne soit effectué ;
- des réponses claires à nos revendications et l'ouverture sans délai de véritables négociations dans le respect du partenariat et de la paix sociale, notamment concernant SCORE ;
- le déblocage de la réévaluation des fonctions ;
- le respect et l'application de tous les accords signés ;
- l'utilisation prioritaire de tout excédent aux comptes 2014 pour le financement des mesures nécessaires au maintien des prestations de l'Etat, soit en termes d'effectifs (postes et taux d'encadrement), soit en termes de respect des conditions de travail légales (versement rétroactif des mécanismes salariaux).